

Cérémonie solennelle d'ouverture du Sommet

Discours de Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie

Djerba, le 19 novembre 2022

Monsieur le Président de la République de Tunisie,
Monsieur le Premier Ministre d'Arménie,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur l'Administrateur de l'OIF,
Monsieur le Président de l'APF,
Mesdames et Messieurs les Chefs des opérateurs et institutions,
Mesdames et Messieurs,

Dans le célèbre roman de Gustave Flaubert *Salammbô*, Djerba est présentée comme une île merveilleuse où « l'air est si doux qu'il empêche de mourir » ... Nous ne sommes pas rassemblés à Djerba aujourd'hui dans une quête spirituelle d'éternité.

Mais nous sommes ici pour que ce XVIII^e Sommet de la Francophonie permette d'inscrire, de manière effective et significative, notre Organisation dans l'avenir.

Au cours de son histoire millénaire, et encore aujourd'hui, Djerba est au carrefour des influences culturelles les plus variées. Elle est par là diverse et plurielle, à l'image de la Francophonie, depuis ses origines.

La Francophonie vient de l'idée lumineuse, partagée en 1970 - voici maintenant cinquante-deux ans -, par quatre Chefs d'État, trois Africains et un Asiatique, de créer ce formidable instrument de rapprochement entre les peuples qu'est l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Parmi ces visionnaires, figure en bonne place un fils de ce beau pays qu'est la Tunisie, Habib Bourguiba, le père de la nation tunisienne à qui je veux rendre hommage aujourd'hui sur ses terres. Le Président Bourguiba était en avance sur son temps, convaincu des bienfaits de la politique interculturelle, adepte de l'éducation bilingue, engagé pour le progrès du statut de la femme, qui restent, encore de nos jours, des piliers de la société tunisienne, mais aussi et surtout, de la coopération francophone. Il avait d'ailleurs compris très tôt l'immense pouvoir de rassemblement de la langue française. N'avait-il pas, dès 1965, devant l'Assemblée nationale du Niger, qualifié la langue de « *lien remarquable de parenté qui dépasse en force le lien de l'idéologie* » ? Et il avait précisé : « *La langue française constitue l'appoint à notre patrimoine culturel, enrichit notre pensée, exprime notre action, contribue à forger notre destin intellectuel et à faire de nous des hommes et j'ajoute et de femmes à part entière* ».

En 2020, nous aurions voulu célébrer l'âge de maturité de notre Organisation, son cinquantenaire, mais la pandémie nous a obligé à reporter par deux fois notre Sommet. Cela n'a fait qu'amplifier notre volonté de réfléchir à l'avenir de notre Organisation, de l'inscrire et de la positionner fermement dans le présent pour mieux l'orienter vers cet avenir.

Au moment de mon élection, à Erevan, en Arménie, en 2018, la Francophonie institutionnelle avait une belle trajectoire derrière elle : d'abord expérience originale de coopération grâce à la langue partagée, au service de la diversité et du dialogue des cultures, elle était devenue une entité plus politique, surtout à partir des années 2000, en plaçant au cœur de son action la promotion de la démocratie et de l'État de droit, au service de la paix.

Laboratoire d'expérimentation, « agitateur d'idées » selon l'expression du Président Abdou Diouf, ses interventions s'étaient élargies à des domaines de plus en plus variés. Notre Organisation multipliait les interventions et les projets, la plupart du temps intéressants et novateurs, mais souvent à faible impact, ce qui diluait son importance et sa visibilité.

Mon constat dès mon arrivée à la tête de l'Organisation en janvier 2019 a été le suivant : cinquante ans après la signature du Traité fondateur de Niamey, il devenait urgent de faire évoluer l'action de l'OIF pour la rendre plus pertinente dans un monde multipolaire composé de nombreuses organisations régionales ou spécialisées. Parallèlement, pour faire face aux nouveaux enjeux globaux, les populations perdaient confiance dans une certaine forme de multilatéralisme.

Qu'il s'agisse de défis sécuritaires, environnementaux, liés à la révolution technologique et numérique ou à l'égalité entre les femmes et les hommes, l'Organisation avait besoin de se renouveler pour y apporter des réponses plus adéquates. Elle devait aussi ajuster ses interventions à son budget, somme toute modeste, être davantage présente sur le terrain, s'asseoir confortablement à sa juste place et accroître sa légitimité sur la scène internationale. Elle devait, avant toute autre chose, mettre fin à un mode de fonctionnement lourd et complexe, peu adapté à l'ère des résultats tangibles et de la communication instantanée.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Au Sommet d'Erevan, vous-mêmes ou vos prédécesseurs, m'avez fait confiance pour incarner et diriger ce changement devenu indispensable. L'heure est désormais aux premiers résultats de la transformation dans laquelle j'ai engagé votre, notre organisation.

Il faut dire que ces quatre dernières années, le climat a été peu favorable. Des tempêtes d'une violence exceptionnelle ont secoué le monde et l'espace francophone : une pandémie d'une ampleur inédite, la récession économique qui s'en est suivie ; la multiplication de crises et de conflits politiques ; les effets de plus en plus catastrophiques et de plus en plus tangibles du réchauffement de la planète... Mais je suis heureuse de vous dire que ces circonstances adverses ne nous ont pas empêchés d'avoir des résultats probants et encourageants.

Tout cela n'aurait pas été possible sans votre soutien. Et je vous remercie car une Organisation ne peut pas changer, ne peut pas se réformer sans l'appui de ses actionnaires, vous, ses États et gouvernements.

L'OIF, grâce à une action plus resserrée autour de projets-phares centrés sur ce qui fait sa valeur ajoutée, est devenue plus pertinente. Elle est de plus en plus présente et solidaire sur le terrain, par des actions qui peuvent changer le quotidien des populations. En coordination avec ses partenaires, elle contribue plus aux enjeux globaux. Elle a aussi modernisé ses processus de gestion et de gouvernance pour gagner en agilité et en efficacité.

Il serait abusif de dire que cette transformation, qui vise à faire de l'OIF une Organisation d'excellence, est totalement aboutie. Nous avons commencé à en récolter les premiers fruits et nous en attendons beaucoup d'autres.

Notre Organisation doit donc continuer à évoluer, sans remettre en cause sa spécificité ni son identité : nous savons « qui nous sommes et d'où nous venons ».

Je vais vous faire des propositions sur lesquelles j'ai mené une réflexion sérieuse avec vos Représentants depuis 2019 afin de déterminer ensemble de manière encore plus précise « où nous allons » dans notre séance à huis clos de cet après-midi consacrée à la Francophonie de l'avenir.

Je considère pour ma part que nous allons vers une Francophonie renouvelée, où chaque pays a pleinement sa place - tous les pays, tous les gouvernements comptent à mes yeux -, une Francophonie fidèle au nouveau Cadre stratégique 2023-2030 que vous allez adopter, et qui aura en ligne de mire trois principaux objectifs : l'action pour les jeunes et les femmes, l'influence sur la scène internationale et l'attractivité.

L'action pour nos citoyens reposera sur quelques grands projets-phares à fort impact autour d'un nombre limité de thématiques (langue française, éducation, développement durable, économie et numérique). J'aurai l'occasion d'y revenir lors de la présentation de mon rapport d'activités plus tard ce matin.

L'influence, comme deuxième objectif. Dans notre monde fracturé, la Francophonie doit demeurer un trait d'union, un forum privilégié d'écoute, d'échanges et de dialogue, constamment en alerte pour éviter que les tensions ne dégénèrent en conflits.

L'attractivité constitue notre troisième objectif. L'espace francophone est dynamique. Plusieurs de nos pays membres ont un potentiel de croissance forte et soutenue. Le succès des deux premières missions économiques et commerciales l'a montré. Il est de notre devoir de mener la bataille pour l'emploi des jeunes de notre espace, comme ils nous l'ont demandé dans la grande consultation menée en 2020. Les jeunes nous demandent éducation et emploi. Il est temps d'accélérer la coopération économique intra-francophone et de développer nos industries culturelles et créatives.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Nous allons ainsi vers une Francophonie plus soudée entre ses États et gouvernements pour l'élaboration de positions communes, portées dans les instances de décision internationales, au service d'une mondialisation et d'un multilatéralisme repensés, d'un développement plus inclusif, d'une gouvernance mondiale plus équitable.

Nous allons vers une Francophonie décomplexée, une langue française pleinement assumée par toutes et tous, aux côtés des autres langues, attractive, forte et compétitive.

Nous allons vers une Francophonie connectée qui contribue à la construction d'un espace numérique plus inclusif, vecteur de développement et de solidarité, attentif à la diversité culturelle et linguistique.

Nous allons, je l'espère vivement, vers une Francophonie avec toujours plus d'ambitions mais aussi de moyens financiers pour les satisfaire.

Le destin de la Francophonie est entre vos mains. C'est à vous, de donner corps à son avenir, ici, dans cette belle île de Djerba, l'île des rêves.

Je vous remercie.